



Déclaration Intersyndicale au CA Inserm du 5 décembre 2024

Nous, organisations syndicales de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm), souhaitons exprimer avec force notre mécontentement et notre refus catégorique d'approuver les budgets proposés aujourd'hui lors du Conseil d'Administration.

Le contexte politique est morose et particulièrement pour la recherche académique pourtant vitale pour l'avenir de notre pays.

Le gouvernement maintient une niche fiscale de plus de 7 milliards d' € pour le crédit impôt recherche (CIR), alors que les financements publics restent insuffisants, entraînant des baisses budgétaires significatives pour l' Inserm avec en plus l'injonction de trouver de l'argent pour compenser la dette publique.

Et pourtant, le précédent gouvernement avait promis que les mesures d'austérité annoncées impacteraient uniquement la réserve de précaution du ministère. Or la LPR est aujourd'hui impacté dans le financement proposé par le ministère et les mesures salariales de pseudo rattrapage de l'inflation (point d'indice) ne sont compensée qu'à 50% depuis 2023.

L'utilisation du fonds de roulement n'est pas destinée à compenser les insuffisances de l'État. Nous alertons sur les risques que cela fait peser sur la pérennité des projets et l'avenir de notre institution. Résultat : 8 millions d'€ en moins pour l'Inserm.

Pour rappel l'emploi dans la recherche est en crise comme dans le reste de la fonction publique d'ailleurs. Comment l'État compte t'il maintenir les effectifs et susciter des vocations avec des personnels de la recherche aussi mal payés. Ils ont perdu plus d'un quart de leur salaire en 20 ans et cette baisse continue encore aujourd'hui

La situation est alarmante : la suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), le gel du budget rectificatif concernant les effectifs, ainsi que la baisse de 5% des budgets alloués aux laboratoires et délégations constituent une attaque frontale contre notre recherche et notre capacité d'innovation. La question se pose alors : la recherche reste-t-elle vraiment une priorité pour le ministère en charge de ce secteur vital ?

Sans surprise, les seules dépenses de personnel qui augmentent sont celles des précaires embauchés pour travailler sur les projets de recherche. Des personnes que nous formerons mais qui seront « remerciées » une fois le projet terminé, quitte à être à nouveau embauchées pour d'autres projets. La spirale de la précarité augmente dangereusement à l'Inserm où elle atteint plus de 40% des effectifs..

Comment prétendre garantir l'avenir professionnel des équipes lorsque nous sommes confrontés à une telle politique ?

Aujourd'hui, en ce jour de grève nationale de la fonction publique, nous souhaitons souligner la position unanime des organisations syndicales. Il est rare que nous parlions d'une seule voix, mais face à cette offensive contre notre activité de recherche et nos emplois, nous restons unis. Nous appelons l'ensemble des membres du Conseil d'Administration à repenser leur approche et à s'engager en faveur d'un budget qui respecte l'investissement sans faille des ingénieurs, chercheurs et tout personnel de l'Inserm dont le but commun est de préserver et valoriser la recherche en santé.

Nous exigeons un budget à la hauteur des enjeux auxquels nous faisons face et qui reconnaisse le rôle central de la recherche dans notre société.

Tous les représentants des organisations syndicales de l'Inserm voteront unanimement contre ce budget Initial pour 2025.